

## VALERIE NIQUET

Directeur du centre Asie de l'IFRI

Alors que la crise financière s'aggrave, les attentes vis-à-vis de la Chine, perçue comme une nouvelle puissance financière se sont considérablement accrues. Pékin de son côté semble tenté par la mise en avant de son « contre-modèle » opposé à un modèle américain en échec. Pourtant, en dépit de ces ambitions affirmées, la Chine apparaît toujours comme une « superpuissance fragile ». Il semble difficile à Pékin de s'abstraire, comme elle avait pu le faire lors de la crise asiatique de 1998, des conséquences de la crise financière globale qui se développe aujourd'hui, particulièrement si la rétractation (rétraction ?) de ses deux grands marchés américain et européen devaient se poursuivre.

Ces risques qui pèsent sur l'avenir de la croissance chinoise inquiète les pays asiatiques, notamment les pays d'Asie du Sud-Est alors que le processus de régionalisation économique en Asie a abouti à une profonde imbrication des économies de la zone. Mais les interrogations que la Chine suscite, au-delà de son poids économique, concernent également les scénarios possibles d'une transition politique qui apparaît comme inévitable à moyen-terme en raison des tensions internes et des attentes nouvelles suscitées par la politique de développement suivie depuis 30 ans et la nature des ambitions extérieures de la Chine.

Les dirigeants chinois sont conscients de ces enjeux. Un débat – souvent mal connu en Occident – animé et ouvert s'est développé en Chine même autour des questions de l'évolution du régime, de la définition du concept de démocratie et du rythme de réformes politiques dont le besoin est reconnu au plus haut niveau.

Au niveau stratégique les ambiguïtés demeurent plus inquiétantes. Le manque de transparence en matière de capacités et de doctrine militaire n'est pas véritablement pris en compte, nourrissant les fantasmes et les discours de ceux qui veulent mettre en avant les risques liés à la « menace chinoise ». A ce titre, la Chine demeure l'un des grands enjeux de la présidence américaine sans que le débat soit tranché entre les tenants de la théorie de la menace chinoise, que l'on peut retrouver dans les deux camps Démocrate (la menace étant essentiellement économique) et Républicain (la menace étant plus stratégique-militaire).

Les pays asiatiques eux-mêmes, et notamment les pays de l'Asean, souhaitent également la mise en place d'institutions régionales plus puissantes qui permettraient de poursuivre un jeu d'équilibre plus confortable vis à vis de Pékin, aux côtés des autres grandes puissances de la région : Japon, Inde, et bien entendu Etats-Unis.

Pour jouer un rôle significatif sur la scène internationale et dans la mise en place d'une nouvelle gouvernance mondiale, le principal défi pour Pékin est donc de dissoudre le sentiment d'incertitude et d'ambivalence qu'elle continue de susciter auprès de l'ensemble de ses partenaires.